



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHÉ DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE à EXECUTION MIXTE

n° 2026-8400-002

Travaux d'infrastructures en Forêts Domaniales

Agence de Besançon

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières dans les forêts domaniales de l'agence de Besançon.

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

Office National des Forêts (ONF)

Direction territoriale de Bourgogne Franche-Comté
Agence de Besançon
14 rue Gabriel Plançon
25000 BESANCON

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. François-Xavier NICOT, Directeur territorial de l'Office National des Forêts de Bourgogne-Franche-Comté.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale de Bourgogne-Franche-Comté, Agence territoriale de Besançon, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Gabriel Plançon - 25000 BESANCON.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur François-Xavier NICOT, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts de Bourgogne-Franche-Comté.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est le chef de projet infrastructure :

Jean-Christophe ADROVER
Portable : 06-77-19-26-32- Email : jean-christophe.adrover@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus relatifs aux nantissements ou cessions de créances

La personne habilitée est l'Agent Comptable Secondaire de la Direction Territoriale de Bourgogne – Franche Comté :

Laurent DECUP
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.68.03.16.37 - Email : laurent.decup@onf.fr

1.5 Personnes auprès desquelles des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est le chef de projet infrastructure :

Jean-Christophe ADROVER
Portable : 06-77-19-26-32- Email : jean-christophe.adrover@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique et administratif est le responsable territorial des achats de Bourgogne – Franche Comté :

Olivier PETITLAURENT
Portable : 06.22.11.38.85 - Email : olivier.petitlaurent@onf.fr

1.6 Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Direction Territoriale de Bourgogne – Franche Comté :

Laurent DECUP
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.68.03.16.37
Email : laurent.decup@onf.fr

2 CADRE DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières dans les forêts domaniales de l'agence de Besançon.

La description des spécifications techniques est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, dans sa dernière version en vigueur. Ce cahier n'est pas joint à la consultation, il est réputé connu et accepté par les soumissionnaires ; il est disponible sur internet via le lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> et le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) joint au dossier et disponible sur internet : [Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers \(CNPTSF\) \(onf.fr\)](#)

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 3 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lot	Prestations principales	Lieux d'exécution	Montant indicatif annuel minimal de commande en € HT	Montant indicatif annuelle maximale de commande en € HT
1	Création et entretien de desserte empierrée	La Verrière du Grobois (FD de la Verrière du Grosbois),	70 000	100 000
		Vercel Villedieu le Camp (FD du Chanois),		
		Montbenoit (FD de Ban),		
		Levier (FD de Levier),		
		Arc sous Montenot (FD de Levier),		
		Boujailles (FD de Levier),		
		Gevresin (Fd de Levier),		
		Villers sous Chalamont (FD de Levier),		
		Villeneuve d'Amont (FD de Levier),		
		Mouthe (FD du Noirmont),		
2	Entretien et réfection de desserte revêtue	La Verrière du Grobois (FD de la Verrière du Grosbois),	50 000	80 000
		Vercel Villedieu le Camp (FD du Chanois),		
		Montbenoit (FD de Ban),		
		Levier (FD de Levier),		
		Arc sous Montenot (FD de Levier),		
		Boujailles (FD de Levier),		
		Gevresin (Fd de Levier),		
		Villers sous Chalamont (FD de Levier),		
		Villeneuve d'Amont (FD de Levier),		
		Mouthe (FD du Noirmont),		
3		La Verrière du Grobois (FD de la Verrière du Grosbois),		

	Arasements d'accotements de dessertes revêtue et empierrée	Vercel Villedieu le Camp (FD du Chanois),	10 000	30 000
		Montbenoit (FD de Ban),		
		Levier (FD de Levier),		
		Arc sous Montenot (FD de Levier),		
		Boujailles (FD de Levier),		
		Gevresin (Fd de Levier),		
		Villers sous Chalamont (FD de Levier),		
		Villeneuve d'Amont (FD de Levier),		
		Mouthe (FD du Noirmont),		

Responsable travaux ONF pour l'ensemble des lots : Jean-Christophe ADROVER
06 77 19 26 32 - jean-christophe.adrover@onf.fr

Les natures des prestations concernant chacun des lots sont précisées au sein du CCTP et des BPU.

Ce marché ne comporte pas d'engagement de la part du pouvoir adjudicateur sur un minimum ou un maximum de commandes, tant pour la partie exécutée sous forme de bons de commande que pour la partie exécutée sous forme de marchés subséquents. Les quantités ou montants sont indiqués dans les documents de la consultation à titre purement indicatif, afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées.

Les commandes en marché subséquent ne font pas partie des quantités ou montants estimatifs des commandes.

Pour chaque lot, le montant annuel maximal est trois fois supérieur au montant indicatif annuel maximal de commande

3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

Chaque lot fait l'objet d'une exécution mixte :

- Par le biais de bons de commande, tant que les prestations à effectuer s'inscrivent dans le cadre du BPU et/ou concernent l'entretien courant de faible montant et/ou des travaux de création d'un montant estimé inférieur à 20 000 euros HT ;
- Par nouvelle sollicitation des titulaires (marché subséquent) :
 - Lorsque les travaux font l'objet d'une complexité que le BPU ne permet de prendre en considération ;
 - Pour l'entretien généralisé ou des travaux de création avec un montant estimé égal ou supérieur à 20 000 euros HT ;
 - Lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (pour donner suite à un événement climatique...) ou avec des contraintes sur les délais d'exécution qui ne permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix de base chiffrés au bordereau de prix unitaires ;
 - Lorsque les prestations demandées ne figurent pas au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Lorsqu'en application de l'article 4, il y a nécessité de fixer de nouveaux prix.

Pour les prestations faisant l'objet d'une sollicitation du (des) titulaire(s), le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes

Pour chaque lot, l'attribution des bons de commandes se fera, pour chaque commande, selon une répartition en cascade : les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement lors de l'attribution du marché, selon la méthode dite « en cascade ». Ils seront donc d'abord adressés au prestataire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande et ainsi de suite.

Il convient de noter que si l'attributaire numéro 1 a la capacité de réaliser l'ensemble des prestations faisant l'objet des bons de commande, les attributaires suivants ne recevront pas de commandes.

Pour le lot 1 uniquement : Lorsque la prestation commandée nécessite l'utilisation d'un tracteur d'une puissance minimale de 400 CV, la commande sera attribuée selon le mécanisme de la cascade mais transmise au premier attributaire, dans l'ordre de classement, présentant une prestation complète répondant à cette exigence.

3.4.1. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Dans le cadre de l'exécution du marché par remise en concurrence entre les titulaires, le règlement de consultation propre à chaque marché subséquent précisera de manière détaillée les critères d'attribution applicables.

Les marchés subséquents seront attribués en fonction de l'ensemble « critères financiers » pondéré de 60 à 90 % et de l'ensemble « critères techniques - planning », pondéré de 10 à 40 %.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la mieux-disante (plusieurs critères existent pour l'attribution). Les critères d'attribution seront indiqués au sein du marché subséquent.

Pour l'attribution des marchés subséquents, il n'y aura pas de reprise, en totalité ou partiellement, de la note technique obtenue lors de l'attribution de l'accord-cadre initial.

3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : présentation d'un sous-traitant) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.7. Tranches et variantes

Le marché ne comporte pas de tranches et les variantes ne sont pas autorisées.

4 PRESTATIONS NON PREVUES

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèraient nécessaires :

4.1. Création de nouveaux prix

Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire (ou les titulaires) devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, son (ses) nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celles de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

4.2. Limitations

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

Ces prestations non prévues sont des modifications prévues dans le document contractuel initial. Il n'y aura pas d'avenant ou de modification du marché pour l'application de cette clause contractuelle.

5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

5.1. Accord-cadre

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix unitaires (BPU) au présent marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique pour chaque lot ;
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur internet : [Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers \(CNPTSF\) \(onf.fr\)](https://www.onf.fr/ressources/le-cahier-national-des-prescriptions-des-travaux-et-services-forestiers)
- Le CCAG travaux n'est pas joint au dossier, il est réputé connu et accepté par les soumissionnaires, il est disponible sur internet : [https ://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques](https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques)
- La fiche de renseignements-mémoire technique
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

Les documents et normes techniques sont précisés dans les CCTP ainsi que leurs modalités d'application.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5.2. Marché subséquent

- Marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification des marchés subséquents considérés
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ou le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Exécution par émission de bons de commande

6.1.1. Passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, la commande est considérée comme acceptée. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité et fera réaliser les prestations par une autre entreprise. Cette commande sera décomptée du pourcentage d'attribution du titulaire indisponible.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

6.1.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.1.3. Suspension d'un bon de commande

Suspension pour faute du titulaire : Une ou plusieurs propositions de commandes peuvent voir leur exécution suspendue provisoirement par le donneur d'ordre en cas de violation des obligations contractuelles. Dans ce cas, le titulaire reçoit par courrier une confirmation écrite (lettre recommandée avec accusé de réception) de la décision de suspendre tout ou partie des prestations. Cette mesure de suspension s'achève soit par décision du donneur d'ordre notifiée par courrier précisant les conditions et les délais de reprise du chantier, soit à l'expiration d'un délai maximum de 30 (trente) jours calendaires.

Suspension pour des circonstances extérieures aux parties : L'exécution d'une commande peut faire l'objet d'une mesure de suspension provisoire, décidée par le donneur d'ordre si la poursuite de l'exécution des prestations commandées s'avère impossible en raison de circonstances étrangères au fait des parties. Cette suspension peut être demandée par le titulaire au donneur d'ordre. Cette décision de suspension est faite par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette mesure de suspension s'achève, après consultation du titulaire, par une décision du donneur d'ordre notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les conditions et les délais de reprise des prestations.

6.1.4. Résiliation d'un bon de commande ou d'un marché subséquent

Résiliation d'une commande ou d'un marché subséquent pour non-respect des délais de la part du titulaire : Si, à l'expiration du délai d'exécution contractuel prévu au bon de commande, le titulaire n'a pas entièrement exécuté ses prestations, le donneur d'ordre lui notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, la liste des obligations restant à exécuter, lui accorde un délai supplémentaire et le met en demeure de procéder à l'achèvement des prestations dans ce délai.

La résiliation de la commande intervient de plein droit si les prestations ne sont pas terminées à l'expiration du délai figurant dans la mise en demeure. Cette résiliation prend effet au jour de l'expiration

du délai fixé dans la mise en demeure. Elle pourra s'accompagner de l'application de pénalités, dont le point de départ est le terme du délai d'exécution prévu initialement.

Résiliation d'une commande ou d'un marché subséquent pour atteinte grave au milieu naturel ou pour violations multiples des prescriptions prévues au Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) : En cas d'atteinte grave au milieu naturel et/ou violations multiples des prescriptions prévues au CNPTSF par le titulaire et sans préjudice des dommages et intérêts susceptibles d'être réclamés par le donneur d'ordre, la commande peut faire l'objet d'une résiliation unilatérale par le donneur d'ordre. Cette décision de résiliation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Résiliation d'un bon de commande ou d'un marché subséquent pour circonstances étrangères aux parties : Le donneur d'ordre, pour donner suite à une décision de suspension, peut prononcer la résiliation d'une proposition de commande ou d'un marché subséquent. A l'issue de la suspension provisoire et en cas de persistance des circonstances interdisant la poursuite du chantier ou si sa reprise est de nature à bouleverser son économie initiale, la proposition de commande est résiliée de plein droit. Cette décision de résiliation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires

6.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

6.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Les éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, la technique, l'aspect environnemental et le délai de réalisation.

Les marchés subséquents seront attribués en fonction de l'ensemble « critères financiers » pondéré de 60 à 90 % et de l'ensemble « critères techniques - planning », pondéré de 10 à 40 %.

6.2.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

6.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification de ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

6.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères d'attributions des marchés subséquents seront le prix et si besoin, la technique, l'aspect environnemental et/ou le délai de réalisation. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement, l'offre financière du titulaire et si besoin une fiche de renseignements, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

6.2.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.3. Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot d'un marché ONF n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique de la direction territoriale de Bourgogne-Franche-Comté.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

6.4. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues au chapitre 5 du CCAG des marchés publics de travaux.

7 OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION DES TRAVAUX

7.1. Opérations de vérification

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 (quinze) jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement de ses travaux.

En application de l'article 41 du CCAG-travaux la réception a lieu en une seule fois, à la diligence du titulaire qui, par écrit, avise les maîtres d'ouvrage et d'œuvre de la date à laquelle il envisage que les travaux ont été achevés ou le seront.

7.2. Réception des travaux

Dans un délai maximum de vingt jours, à dater de l'avis ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure, le maître d'œuvre procède, en présence du titulaire dûment convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-travaux les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire du marché. Si ce dernier refuse de le signer, il en est fait mention.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal qui lui est alors notifié.

Dans le délai de cinq jours ouvrés suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception, et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a, éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves. S'il propose la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les dix jours suivant la date du procès-verbal.

À défaut de décision du maître d'ouvrage, notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée comme telle, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

7.3. Réception avec réserves

S'il apparaît que certains travaux prévus au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutés, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces travaux dans un délai qui n'excède pas 1 (un) mois.

La constatation de l'exécution de ces travaux doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur ou en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire.

7.4. Prise de possession

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra prendre possession de certains ouvrages avant la réception, sous réserve que soit réalisé au préalable un état des lieux contradictoire. Le titulaire pourra notifier ses réserves au pouvoir adjudicateur s'il estime que l'utilisation des ouvrages risque de le détériorer avant sa réception.

Sous réserve des malfaçons qui lui seraient imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages mis à la disposition du pouvoir adjudicateur.

7.5. Délai de garantie

Le délai de la garantie dite "de parfait achèvement" est, sauf prolongation décidée, fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter du présent marché, le titulaire du marché est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus à l'article "Réception avec réserves" du présent CCAP ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées ;
- d) Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus sont à la charge du titulaire si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

À l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles.

7.6. Garanties particulières

7.6.1. Garantie dite "de bon fonctionnement"

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

7.6.2. Garantie particulière pour matériels et matériaux de type nouveau

Si le titulaire propose dans son offre d'utiliser des matériaux et matériels de type nouveau, celui-ci garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s), pendant le délai de dix ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre par un (des) matériau(x) et fourniture(s) traditionnel(s) adapté(s) aux besoins de la réalisation du programme.

7.6.3. Garantie décennale

Elle sera applicable pendant le délai de dix ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

8 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

8.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

8.1.1. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire, en application des dispositions du code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom "coordonnateur SPS"

Les mesures de prévention décrites au plan général de coordination (PGC) concernant l'hygiène et la sécurité font partie intégrante du marché et sont applicables à l'ensemble des entreprises titulaires, cotraitantes ou sous-traitantes et travailleurs indépendants.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au code du travail.

Sur demande du maître d'œuvre, un plan de sécurité et de protection de la santé devra être rédigé par l'entreprise.

8.2. Gestion des déchets de chantier – démarche environnementale

8.2.1. Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultants de ses interventions.

L'entrepreneur doit rendre le site en état et assurer la propreté et le nettoyage du chantier.

Par conséquent, l'entreprise intervenante est responsable du tri et de l'évacuation de ses déchets.

Il appartiendra à l'entrepreneur de prévoir, le temps de son intervention, les moyens adéquats permettant soit l'évacuation quotidienne de ses déchets en décharge contrôlée, soit la mise en place d'une benne à sa charge si cette évacuation quotidienne lui paraît trop contraignante.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de défaillance de l'entreprise dans la gestion et le traitement de ses déchets, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre et après mise en demeure préalable qui ne pourra excéder 5 jours calendaires, fera procéder à l'enlèvement des déchets par une société spécialisée, et le coût de l'opération sera déduit des situations et mémoires présentés par l'entreprise défaillante.

Par ailleurs, en cas de récidive (non-évacuation des déchets, usage de la benne d'une autre entreprise sans son accord), une pénalité forfaitaire fixée à 1.500 € TTC sera imputée à l'entreprise défaillante à chaque fois que le non-respect des dispositions ci-dessus mentionnées sera constaté par le maître d'œuvre après mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Chaque entreprise dispose de 24 heures pour exécuter la prestation demandée par le maître d'œuvre ou le représentant du maître d'ouvrage.

Dans le cas contraire, une astreinte de 150€ (cent cinquante euros) HT par jour calendaire de retard sera appliquée à chaque entreprise défaillante, à l'issue de ces 24 heures, sans autre formalité.

8.2.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG-travaux, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-travaux.

8.2.1. Démarche environnementale

Dans la dynamique de respect et de protection des milieux naturels de l'ONF, il sera demandé aux responsables des entreprises retenues pour la réalisation des différents travaux, d'adhérer à une démarche environnementale vertueuse.

En l'occurrence, ne seront pas admis :

-les déchets ou dépôts contenant des hydrocarbures ou graisses provenant de l'entretien, du ravitaillement ou du mauvais état des matériels de chantier ;

-les déchets ou débris provenant des prises des repas sur le chantier.

L'entreprise retenue pour l'exécution des travaux sera responsable du ramassage ou du traitement des déchets ci-dessus cités, au fur et à mesure de l'avancement des chantiers.

Toutes les interventions sur le matériel (réparation, approvisionnement en carburant, etc.), les stockages, mêmes provisoires, ne sont pas admis ailleurs que sur les emplacements prévus à cet effet et indiqués par le maître d'œuvre.

L'entreprise indiquera les quantités de déchets évacués ainsi que leur destination au plus tard à la fin du chantier.

Les feux de toute nature sont interdits en milieu forestier.

Aussi, l'ONF attend des candidats qu'ils s'engagent à :

- Préserver les sols, notamment dans le cas de sols fragiles ou ayant une faible portance, à proximité immédiate des cours d'eaux et dans les ripisylves ou dans les zones pentues, sensibles à l'érosion,
- Préserver les cours d'eau, en veillant à ne pas gêner leur écoulement,
- Respecter l'interdiction de déverser ou d'abandonner des huiles et fluides. En cas de déversement accidentel, l'entrepreneur prendra immédiatement les mesures correctives et en informera l'ONF dans les plus brefs délais.
- Collecter tous les déchets et produits occasionnés par le chantier dans le cadre d'un traitement conforme avec la législation en vigueur.

8.2.2. Lieux de décharge et de traitement des déchets :

Aucun dépôt définitif ne sera admis dans les emprises du chantier, tous les matériaux impropres à la réutilisation seront évacués aux frais de l'entreprise en décharge agréée ou centre de valorisation (classés ICPE).

L'entrepreneur est tenu de soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les décharges ou centre de retraitement qu'il aura retenu.

8.3. Lutte contre le travail dissimulé

Les certificats mentionnés à l'article R.2143-7 du code de la commande publique sont à produire tous les six mois par le titulaire de chaque marché subséquent et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché : sont ici visées les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

En cas d'inobservation, le présent marché pourra être résilié après mise en demeure restée infructueuse sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.

Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter.

8.4. Assurance/s

Le titulaire d'un marché subséquent est tenu de souscrire les contrats d'assurance nécessaires à la garantie des diverses responsabilités que son entreprise peut encourir dans l'exercice de sa mission.

Il devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

8.4.1. Responsabilité civile

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, il devra justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution du marché.

8.5. Modifications affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, forme juridique, dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité, une fusion, un rachat ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Le marché sera éventuellement modifié si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que les modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

9.2. Forme et contenu des prix

9.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le BPU ou la DPGF du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre ;
- Ou le cas échéant les prix indiqués au marché subséquent.

9.2.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- de l'accomplissement des démarches et renseignements nécessaires (DICT) à la bonne exécution du chantier (conformément au Décret 2011-241 du 5 octobre 2011),

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

9.2.3. Sous détail de prix - Obligations particulières du titulaire

Dans le délai de 20 jours à compter de la demande formulée par le maître d'ouvrage, le candidat devra fournir tous les documents permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le candidat (sous-détail de chacun des prix chiffrés).

9.3. Variation dans les prix

Les prix sont actualisables et révisables dans les conditions prévues aux articles 9.4.3 et 9.4.4 du CCAG Travaux.

Indices pour l'actualisation et la révision : TP 01 pour les lots 1 et 3, TP 09 pour le lot 2 – publication INSEE -.

La révision des prix s'effectuera annuellement, à date anniversaire de notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 * (I_t/I_0)$$

Où :

- P : montant révisé
- P_0 : montant initial lors de la remise des offres du marché
- I_0 : valeur de l'indice de référence à la date de remise des offres
- I_t : valeur du dernier indice connu à la date de révision

En cas de disparition de l'indice, un indice de substitution sera proposé par le pouvoir adjudicateur.

Pour les marchés subséquents, le prix sera considéré comme ferme, sauf indication contraire précisée dans les documents de consultation relatifs à ces marchés.

9.4. Modification des travaux prévus au marché

Le pouvoir adjudicateur peut, en cours de marché, apporter unilatéralement certaines modifications à la consistance ou à la nature des travaux notamment lorsque des conditions économiques et/ou techniques le justifient.

Qu'il y ait ou non une incidence financière sur le marché, toute modification dans la description des travaux du présent marché ne sera prise en compte que si elle fait l'objet d'un ordre de service (ou d'une modification en cours de marché) établi par le pouvoir adjudicateur, et, en cas de dépassement prévisible du montant du marché, de la conclusion préalable d'une modification du marché.

9.5. Modalités essentielles de paiement

9.5.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG Travaux, option A.

9.5.2. Acomptes

Le présent marché sera réglé sur présentation de factures ou de demandes d'acompte.

Les travaux seront facturés après achèvement complet et après éventuelle réception sans réserve, ou après levée des éventuelles réserves.

Les travaux pourront faire l'objet de demandes d'acompte dans les conditions prévues aux articles R.2191-20 à R.2191-23 du code de la commande publique. Dans ce cas, les projets de décompte devront clairement récapituler le montant des travaux réalisés depuis le début du chantier. Ces projets de décompte doivent être remis à une date définie d'un commun accord entre le maître d'œuvre et le titulaire du marché, au démarrage des travaux. Cette date sera au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui auquel le décompte se rapporte.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous

9.5.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché ou du subséquent : (n° indiqué sur le marché)
- les références du bon de commande afférent : (n° indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116011603301
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir du seul numéro de SIRET de la DT BFC de l'ONF.

9.5.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché : 2026-8400-002
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX.
- Numéro d'identification : SIRET : 662 043 116 033 01.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

9.5.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

9.5.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.5.7. Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

10 RETENUE DE GARANTIE

Le pouvoir adjudicateur décide la mise en œuvre d'une retenue de garantie pour ce marché.

Par défaut d'indication sur les MS et BC, il y aura une retenue de garantie sauf mention contraire lors de la passation des BC et des MS

La retenue de garantie a pour objectif de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant total du marché.

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur un cautionnement bancaire ou une garantie à première demande en lieu et place de la retenue de garantie, sous réserve de l'acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, tout ou partie de la retenue de garantie pourra être utilisée par le pouvoir adjudicateur pour couvrir les éventuels préjudices subis.

11 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux Clauses Générales de travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

11.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

11.2. Liste des pénalités

En cas de retard dans les délais fixés par le présent marché, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé, des pénalités dont les montants détaillés par type de délais et leurs modalités de calcul sont définis ci-après :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans le délai fixé pour l'exécution des travaux	1/3000e du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Retard dans les délais fixés par ordre de service ou compte-rendu de chantier pour le nettoyage et la remise en état du chantier en cours de travaux et en fin de chantier	1/3000e du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Retard aux rendez-vous de chantier	50	par 1/4 d'heure de retard avec un maximum d'une heure. Au-delà le retard sera considéré comme une absence non justifiée
Absence aux rendez-vous de chantier non justifiée 48 heures à l'avance	100	par absence
Retard dans la remise des pièces techniques dans le délai de 10 jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le début des travaux	100	par jour calendaire et par document
Retard dans la présentation d'un sous-traitant après mise en demeure fixant un délai de 10 jours	1/1000ème du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Moyens technique mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	200	par constat
Moyens humains mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	200	par constat

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA.

L'imposition des pénalités ci-dessus mentionnées ne fait pas obstacle à l'application des mesures prévues à l'article 19 du CCAG-travaux

En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des arrêts dus aux conditions météorologiques pour proroger le délai d'exécution des travaux que si la durée cumulée des périodes d'interruption devait excéder 15 jours.

11.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard dans la remise en état et le repliement des installations, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard par dérogation au CCAG.

Article dérogeant au CCAG travaux.

11.4. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard par dérogation au CCAG.

Article dérogeant au CCAG travaux.

11.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'Œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité hors taxes fixée à 100€ par manquement constaté par dérogation au CCAG.

Article dérogeant au CCAG travaux.

11.6. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

11.7. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

11.8. Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée à ses frais et risques conformément au CCAG-travaux ou la résiliation du marché peut être décidée.

11.9. Travaux sous circulation - signalisation temporaire :

Le défaut ou la non-conformité de la signalisation donne lieu à l'application des pénalités journalière de 300 €.

Article dérogeant au CCAG travaux.

12 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable et seul le Tribunal administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

13 ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, soit du fait de ses prestations.

13.1. Assurance/s

Le titulaire est tenu de souscrire les contrats d'assurance nécessaires à la garantie des diverses responsabilités que son entreprise peut encourir dans l'exercice de sa mission.

Il devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

13.1.1. Responsabilité civile

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, il devra justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution du marché.

13.1.2. Décennale

Le titulaire devra également en application des articles L241.2 et L.242.2 du code des assurances, justifier d'une assurance responsabilité décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792.2 et 2270 du code civil.

14 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

14.1. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 à 9 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

- "J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché de travaux 2026-8400-002 ».

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article "Prix et mode d'évaluation des prestations dans les prix - variation dans les prix" du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,

- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

14.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

14.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

14.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le titulaire d'un marché subséquent est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

15 CONDITIONS DE RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Nonobstant les cas de résiliation prévus au CCAG-travaux, le présent marché pourra également être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-5 et/ou de refus de produire les pièces mentionnées à l'article R.2143-7 du code de la commande publique qui sont à fournir par le titulaire et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché y compris pour les périodes de reconduction, à savoir : les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Ce motif de résiliation ne préjuge pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16 CLAUSE PANDEMIE (TYPE COVID-19)

En cas de crise sanitaire, pandémie, l'exécution de la prestation est susceptible d'être reportée ou le contrat d'être résilié. Il est possible d'un commun accord entre les cocontractants d'un report de la prestation à une date ultérieure, d'une annulation de la commande sans résiliation du marché si celui-ci porte sur plusieurs prestations dont une partie seulement devait être annulée, d'une résiliation du marché si celui-ci porte sur une prestation unique.

17 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

17.1. Modifications affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, forme juridique, dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité, une fusion, un rachat ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Le marché sera éventuellement modifié si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que les modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

17.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.3. Intervenants

17.3.1. Conduite d'opération

Sans objet.

17.3.2. Maîtrise d'œuvre

Sans objet.

17.3.3. Contrôle technique

Sans objet.

17.3.4. Coordination Sécurité - Protection de la santé

Sans objet.

17.3.5. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

17.4. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

17.4.1. Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

17.4.2. Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

17.4.3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

17.5. Maintien en état des ouvrages existants :

Le titulaire sera responsable, jusqu'à la réception, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées, affectés par ses propres travaux.

Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires.

Le titulaire devra dans tous les cas, prévenir les propriétaires et concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître d'œuvre, les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics.

Le titulaire restera responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques.

Il ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité résultant du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier, lesquelles sont réputées n'être fournis qu'à titre indicatif.

Il sera tenu de les vérifier et de les compléter par tous sondages nécessaires.

17.6. Protection contre les eaux de ruissellement :

Le titulaire assurera l'assainissement provisoire de ses emprises pendant les travaux. Les dispositions prises (tranchées drainantes, pompages si aucune évacuation gravitaire n'est possible...) seront telles que toutes les parties de l'ouvrage puissent être exécutées à sec et ne pénalisent pas l'avancement de ses travaux et ceux du ou des autres lots.

Il sera également mis en place des moyens spécifiques éliminant le risque de rejets d'eaux pollués et/ou chargées dans la nature.

17.7. Rencontre préalable

Avant le début des travaux, une rencontre préalable sur le terrain en présence du titulaire, ou son représentant, et du maître d'œuvre devra avoir lieu.

Elle donnera lieu au rappel des éléments du CCTP et des modalités d'intervention (phasage, contraintes environnementales, signalisation du chantier...).

17.8. Normes et réglementations

Les travaux seront exécutés conformément aux normes et à la réglementation en vigueur au moment de l'établissement des offres.

Dans le cas où l'entrepreneur souhaite mettre en œuvre des matériaux ou des procédés d'exécution différents de ceux définis dans le C.C.T.P., il s'assurera qu'ils respectent bien les textes en vigueur et devra, dans les conditions définies au C.C.A.G. Travaux, avoir obtenu l'accord du maître d'œuvre avant exécution.

Ces dispositions ne pourront pas être contraires aux règles de l'art ni être susceptibles de réduire la sécurité et la durabilité des équipements en phase travaux comme en phase de service.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les travaux et de les faire recommencer aux frais de l'entrepreneur.

Les travaux seront notamment conformes aux prescriptions techniques suivantes (liste non exhaustive) :

- o Textes législatifs et réglementaires ;
- o Fascicules du cahier des clauses techniques générales ;
- o Normes européennes et françaises ;
- o D.T.U. et avis techniques ;
- o Cahiers des charges spécifiques validés par avis techniques.

Les travaux et ouvrages devront être conformes aux réglementations spécifiques des services publics et des Sociétés concessionnaires.

17.9. Contraintes particulières imposées au chantier

Les contraintes suivantes seront prises en compte par l'entreprise dans l'établissement de son offre.

Planning / phasage des travaux :

- La coactivité entre les lots ;
- Il est rappelé également à l'entrepreneur qu'il lui est imposé de coordonner l'exécution des travaux qui lui incombent ;
- Si des travaux de déplacement simultanés des réseaux doivent être exécutés par les différents concessionnaires, l'entrepreneur facilitera ces interventions en libérant la partie du chantier intéressée pendant la durée qui lui aura été précisée par le maître d'œuvre.

Accès et circulation de chantier :

- Maintien de la desserte par les véhicules d'urgence (pompiers, police ...) ;
- Maintien des circulations piétonnes ;
- Restitution de l'accès aux riverains chaque soir ;

- Les entrées et sorties de camions devront être signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagés de part et d'autre de celles-ci ;
- En aucun cas, le stationnement des engins et des camions ne sera toléré en dehors des emprises du chantier, de même le stockage des matériaux se fera dans les emprises ;
- Une attention particulière sera portée sur le respect des infrastructures existantes.

Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public et des services publics :

- Le titulaire a à sa charge toutes les démarches administratives nécessaires pour obtenir les autorisations permettant de réaliser les travaux (permission de voirie, arrêté de police, ...) ;
- Le titulaire prendra toutes les dispositions pour respecter strictement tous les règlements communaux et de police. Il devra en outre, prévenir tous les services concernés avant chaque modification d'emprises de chantier et obtenir toutes les autorisations nécessaires ;
- Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux voies et ouvrages publics au cours de l'exécution des travaux, ainsi qu'aux chemins qu'il pourra éventuellement emprunter pour accéder aux lieux d'emprunt ;
- Dans le cas où des dégradations seraient commises par le titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par les soins et aux frais du titulaire dans un délai fixé par le maître d'ouvrage ou son maître d'œuvre ;
- Dans le cas où le titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le maître d'ouvrage ou son maître d'œuvre pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure ;
- Le titulaire restera responsable vis-à-vis du maître de l'ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques ;
- Le titulaire est soumis à l'obligation permanente, pendant les heures de travail et en dehors de celles-ci, de maintien, et remise en place si nécessaire, de la signalisation de chantier et des panneaux d'information.

17.10. Documents d'exécution à remettre par le titulaire

Durant la période de préparation, l'entrepreneur remettra les documents suivants :

- PPSPS ;
- Organigramme du chantier, organisation de la qualité (laboratoire interne ou externe ...), liste prévisionnelle des demandes d'agrément, le plan de contrôle (objectifs, fréquence, tolérances par nature de travaux ...), la liste des procédures d'exécution, liste des sous-traitants et fournisseurs ;
- Les demandes d'agrément des fournitures nécessaires au démarrage des travaux (les matériaux devront être agréés 2 semaines minimum avant leur utilisation sur chantier) ;
- Un planning prévisionnel des travaux intégrant les contraintes ;
- Plan de phasage des travaux (pour chaque phase de travaux) tenant compte des accès riverains véhicules et piétons, de l'accès aux garages, et des restrictions de circulation éventuelles ;
- Plan de balisage et signalisation ;
- Les plans d'exécution (nivellement, assainissement, réseaux ...) au 1/200 ;
- Les notes de calculs des ouvrages nécessaires au démarrage des travaux (les matériaux devront être agréés 2 semaines minimum avant leur utilisation sur chantier) ;
- Copies des retours des DICT ;

- Marquage et piquetage de tous les réseaux (selon norme NF P 98 332) ;

Durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur fournira au Maître d'œuvre :

- Les résultats des essais de contrôle ;
- Le relevé des réseaux existants trouvés lors des terrassements ;

Les frais d'établissement et de reproduction de l'ensemble de ces documents sont à la charge de l'Entrepreneur.

Tous les documents seront communiqués à la maîtrise d'œuvre en 1 exemplaire « papier », et informatique (format dwg pour les plans).

A la fin des travaux, l'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre le dossier de récolement des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés en 1 exemplaire et une version numérique sur un support USB ou CD.

Ce dossier comprendra :

- o les détails d'exécution, les plus précis possible ;
- o toutes les demandes d'agrément visées par le MOE ;
- o tous les plans des réseaux (implantation, câblages regards, fils d'eau) ; détails d'exécution des ouvrages spécifiques ;
- o les plans et notes de calculs des ouvrages ;
- o une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques ;
- o les notices de conduite et d'entretien des installations ;
- o une nomenclature des pièces de rechange devant être approvisionnées.

Tous les réseaux existants trouvés lors des travaux devront figurés sur les plans de récolement (classe de précision A).

Tous les plans et dessins seront convenablement cotés et comporteront tous les repères, symboles et coordonnées nécessaires à leur exploitation.

Ils seront réalisés avec un logiciel compatible avec le logiciel AUTOCAD (.dwg), et tous les points seront définis en XYZ.

Travaux à proximité des réseaux :

Si les travaux se situent à proximité d'un réseau de fibre optique, il conviendra de respecter toutes les précautions nécessaires imposées par les concessionnaires pour les travaux à proximité de ces réseaux.

Les techniques de mise en place de revêtement devront faire l'objet de test de vibrations en présence du concessionnaire pour validation du procédé d'exécution.

17.11. Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

17.12. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux définis par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de la signature du marché, l'entrepreneur soumettra au Maître d'Œuvre le projet des installations de chantier.

En outre, il devra réaliser lui-même les aménagements de plates-formes destinées aux installations de chantier, aux voies d'accès complémentaires et pistes de circulation nécessaires.

Les aires de stationnement du matériel, de stockage seront limitées aux emprises.

Les installations et dépôts ne devront pas gêner l'exécution de travaux étrangers à l'entreprise, ni la circulation sur les voies en service, ni les accès aux propriétés riveraines.

Ils devront présenter pendant toute la durée des travaux l'aspect d'un chantier bien ordonné.

Les circuits d'approvisionnement du chantier devront être étudiés de façon à ne constituer qu'une gêne admissible pour la circulation des voies publiques et privées en service.

Dans l'étude de l'organisation du chantier, il sera tenu le plus grand compte de la sécurité des usagers des voies de services.

En fin de travaux, dans un délai maximum de 3 semaines, les terrains ayant servi aux installations de chantier devront être remis en état et conformément aux accords conclus avec les propriétaires concernés.

En particulier, tous les matériaux de construction de plate-forme, les massifs de fondation, les déchets, etc. seront évacués en dépôt définitif.

Après repliement des installations et remise en état, l'entrepreneur sera responsable en cas d'accident résultant d'une quelconque malfaçon des remises en état.

17.13. Signalisation temporaire, barriérage

La signalisation temporaire horizontale et verticale de chantier est celle nécessaire pour localiser le chantier et informer l'usager de sa présence, d'une part, et d'autre part, celle nécessaire pour effectuer une phase particulière des travaux.

Elle doit être soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur est tenu de la maintenir, de jour comme de nuit ; il doit informer le Maître d'Œuvre de toute modification qu'il envisage d'y apporter.

Préalablement à l'ouverture de chantier, l'entreprise devra faire connaître aux autorités de police compétentes, ainsi qu'au Maître d'Œuvre, le nom, l'adresse, le numéro d'appel téléphonique de la ou les personnes qu'elle aura désignées pour intervenir à toute heure de jour comme de nuit et chaque jour (samedi - dimanche - fêtes et jours hors chantier compris), sur une défaillance de la signalisation.

17.14. Document à fournir après exécution

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'ouvrage, au plus tard lorsqu'il demande la réception (en dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux) les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les documentations des produits, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

Les documents seront également remis sur support informatique ou transmis par mail.

Article dérogeant au CCAG travaux.

18 ORGANISATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra intégrer dans son prix toutes les prestations nécessaires à la parfaite exécution de ses prestations.

Le soumissionnaire, par le fait d'avoir remis son offre aura pris connaissance :

- du lieu d'intervention ;
- de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions particulières qui y sont attachés ;
- des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de matériaux, des possibilités en eau, en énergie électrique, etc ;
- de toutes informations concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

18.1. Prestations

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'entreprise aura à sa charge :

- Les études et les démarches préparatoires ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des travaux, y compris toutes sujétions à leur adaptation, à tous cas particuliers suivant besoins et nécessaires à la réalisation complète des prestations ;
- L'enlèvement de tous les déchets au fur et à mesure de l'avancement des prestations et les nettoyages après exécution. Le chantier sera maintenu en état constant de propreté ;

L'évacuation des déchets de chantier reste à la charge de chaque lot.

18.2. Qualité – Règles d'exécutions générales

L'entreprise s'engage à réaliser les prestations de travaux dans les règles de l'art, même si ceux-ci ne sont pas parfaitement définis dans le présent cahier des charges.

Il supplée ainsi par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal définis dans les pièces constituant le dossier.

Avant de commencer un travail, l'entrepreneur devra s'assurer sur place des possibilités d'exécution. Dans sa reconnaissance des lieux, il pourra effectuer toutes investigations ou sondages complémentaires et en cas de doute, il devra en aviser le Maître d'ouvrage.

L'entreprise devra mener à sa charge toutes les investigations complémentaires qu'elle jugera nécessaires afin de parfaire ses investigations pour la réalisation de ses plans d'exécutions et notes de calculs.

Elle pourra réaliser, à ses frais, et si elle le désire, des sondages de reconnaissance complémentaires

L'implantation des installations, la disposition et la configuration des lieux, les conditions d'exécution, etc., sont vérifiés et acceptés par l'entrepreneur.

Celui-ci reconnaît faire son affaire personnelle des difficultés rencontrées lors de l'exécution des prestations.

L'entrepreneur doit une prestation parfaitement achevée et répondant au Cahier des Charges.

18.3. Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des prestations, les voies, trottoirs, parking, etc., du domaine public, devront toujours être maintenus en état.

Les réparations nécessitées par les désordres éventuels causés à au milieu naturel, à la voirie ou aux réseaux divers par l'entreprise lors de l'exécution de ses prestations, sont à la charge de cette dernière.

19 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Se reporter aux CCTP de la consultation.

20 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

20.1. Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

20.2. Exécution des travaux

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par le maître d'ouvrage.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est également considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Les réunions de chantier seront fixées à une fréquence indiquée par le maître d'œuvre.

La présence de la personne responsable du chantier est obligatoire et toute absence devra être excusée.

20.3. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2491-1 du code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande.

Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 5 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen.

Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

En application de l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Possibilité d'introduire dans le marché, de nouvelles prestations, soit en substitution, soit en complément des prestations initiales, de faire évoluer une ou plusieurs prestations proposées par le titulaire, et ce, dans le cadre du respect des clauses techniques particulières ;

1) Possibilité de réexaminer les conditions financières dans les cas suivants :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
 - en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service ;
 - si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché ;
 - Les conditions financières du présent marché seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.
- Des conséquences d'erreurs matérielles de rédaction des documents contractuels (omissions, imprécisions, contradictions, etc.) ;
 - De l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles, etc. ;
 - De l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de variation d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :
 - Si la définition de l'indice de la formule de variation venait à être modifiée ou si l'indice cessait d'être publié ;
 - Si la clause de variation des prix est inadaptée (erreur dans la formule, dans le choix de l'indice, etc...) ;
 - Des modifications éventuelles des prestations décidées par le maître d'ouvrage (nouvelle prestation, prestation modificative, complémentaire, supplémentaire...) de type technique, financier, confort, esthétique, ... ne remettant pas en cause de manière substantielle l'objet de l'opération :
 - devenues nécessaires pour le bon achèvement des prestations objets de la commande en cours d'exécution ;
 - résultant de circonstances imprévues voire imprévisibles (y compris celles relatives au contexte sanitaire et/ou économique) ;
 - des modifications éventuelles des prestations relatives aux sujétions techniques imprévues ;
 - des modifications de phasage ou des délais de réalisation des travaux ;
 - de la pertinence de réexaminer certaines clauses du contrat afin de prendre en compte les conséquences imprévisibles de la crise sanitaire et/ou économique.

Les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen des conditions financières, d'exécution du marché et de prolongation de délai, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de travaux.

A titre d'exemples (liste non exhaustive) :

- o Conséquences liées à l'arrêt des chantiers (négociation entre les parties au contrat concernant le taux de prise en charge, etc. ;) ;
- o Conséquences liées à la reprise de l'activité des chantiers (surcoûts éventuels directs : dépenses supplémentaires tenant à la mise en œuvre des préconisations sanitaires, etc. et indirects : pertes de productivité, etc.) ;
- o Conséquences liées à des problèmes d'approvisionnement (retard, pénurie, etc.) ;
- o Prolongation de la durée du contrat, des délais d'exécution, suspension des pénalités contractuelles.

2) Avant notification, l'ordre de service sera soumis à réexamen entre le maître d'ouvrage et le titulaire concernant le périmètre technique des prestations ainsi que, le cas échéant la contrepartie financière (établie sur la base de la décomposition des prix).

3) Le réexamen devra produire ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'Ordre de service ou à la date indiquée dans celui-ci, dans les délais et/ou selon les modalités permettant de limiter les conséquences sur le marché.

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas accusé réception de l'ordre de service, celui-ci est réputé notifié dans un délai de 48 heures à compter de l'envoi par le maître d'ouvrage

4) Toutes les dispositions prévues dans les documents contractuels antérieurs à cet ordre de service, s'appliqueront aux modifications, sauf dispositions contraires mentionnées dans l'ordre de service.

20.4. Obligation de moyen – obligation de conseil – condition d'intervention du personnel

Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux prescriptions des clauses particulières et de son offre.

Le titulaire est, par ailleurs, tenu de signaler à la personne publique dans les plus brefs délais, tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris ceux qui ont été proposés par le maître d'ouvrage.
Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

A contrario, le titulaire ne pourra être tenu responsable des conséquences d'une décision du maître d'ouvrage différente de celle qu'il aurait préconisée et argumentée.

Conditions d'intervention du personnel du titulaire :

Le personnel restera soumis à l'autorité et au contrôle du titulaire et ne pourra en aucun cas être assimilé aux salariés du maître d'ouvrage.

Le titulaire est seul responsable des agissements de son personnel, lequel recevra ses directives uniquement de la part du personnel d'encadrement du titulaire.

A ce titre, le titulaire nommera un personnel d'encadrement qu'il maintiendra pour conduire les prestations, assurer la discipline et la gestion du personnel, et transmettre l'état d'avancement des prestations au maître d'Œuvre.

Le titulaire communiquera au maître d'Œuvre le(s) nom(s) du personnel d'encadrement avant le début d'exécution des prestations.

Le représentant du titulaire informera immédiatement le maître d'Œuvre de toute difficulté qui pourrait se manifester dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

21 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

21.1. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon

30 rue Charles Nodier

25 000 BESANCON

03.81.82.60.00

Adresse internet : <https://besancon.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Besançon

22 DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont indiquées par la mention : Article dérogeant au CCAG travaux à la fin de chaque article dérogeant – Point 11 – pénalités et 17-15 Documents à fournir après exécution.